

FEDERATION DES PYRENEES ATLANTIQUES DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Association déclarée sous le numéro W643001192

**Siège social : 17 RUE DE BOYRIE
64000 PAU**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2023

A l'assemblée générale,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserves

Motivation des réserves pour limitation

-D'importants travaux ont été effectués par l'entité afin d'apurer et de rectifier certains comptes de bilan, notamment ceux relatifs aux postes comptables ayant fait l'objet de réserves dans notre rapport au titre de l'exercice précédent, clos le 31.12.2022.

L'impact de ces rectifications est enregistré dans les charges et les produits exceptionnels de l'exercice. En particulier, concernant l'apurement des comptes clients débiteurs et créditeurs, les opérations enregistrées aboutissent à un produit exceptionnel net de 80 k€ ; concernant l'apurement du poste fournisseur, les opérations enregistrées aboutissent à une charge exceptionnelle nette de 138 k€.

Le volume important des comptes de bilan apurés par l'entité a constitué une limite au contrôle de ces opérations.

-Enfin, de façon générale, le contrôle interne reste perfectible malgré le renforcement des procédures au cours de l'exercice 2022 puis 2023. Cela a constitué une limite à nos contrôles, dans la mesure où nous travaillons par sondage ou au moyen d'autres méthodes de sélection.

Suivi des réserves émises sur les comptes clos le 31.12.2022

- « Les changements et rotation significatifs de personnel au cours des précédents exercices ont fragilisé la fonction « comptabilité et gestion » de l'Association malgré l'amélioration notée cette fin d'exercice 2022. Ces événements ont eu un impact défavorable sur la fiabilité des informations produites en interne concourant à l'établissement des comptes annuels.
- Les états de rapprochements bancaires faisaient ressortir au 31/12/2022 des chèques émis en 2021 et identifiés qui n'avaient pas été débités en banque à la clôture de l'exercice pour un montant de 14 k€
- L'analyse du poste clients laissait apparaître les soldes suivants :
 - clients débiteurs : 750 k€
 - clients créditeurs : 663 k€Nous constatons l'absence d'analyse satisfaisante de ces postes pour permettre le rapprochement entre les encaissements non pointés et les créances non pointées.

- Les indemnités de départ à la retraite n'avaient pas été actualisées depuis le 31.12.2020
- Plusieurs analyses de poste de bilan avaient donné lieu à des incertitudes.
- Enfin, de façon générale, les défaillances du contrôle interne, malgré le renforcement des procédures au cours de l'exercice 2022, ont constitué une limite au contrôle de l'exhaustivité des enregistrements et de leur fiabilité, dans la mesure où nous travaillons par sondage ou au moyen d'autres méthodes de sélection. »

Ces réserves continuent de s'appliquer au titre des comptes de l'exercice clos le 31.12.2022 qui font partie des comptes annuels annexés au présent rapport (période comparative N-1). Les éléments mentionnés ci-dessus ont été corrigés au titre de l'exercice 2023 à l'exception du point relatif au contrôle interne qui a lui été reconduit malgré le renforcement en cours des procédures.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Cette note expose les éléments suivants :

- La situation financière fragilisée de l'association, et notamment « le niveau des fonds propres de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 64 en date du 31.12.2023 sont négatifs à hauteur de - 546 814.76 €, faisant suite aux fonds propres déjà négatifs au 31.12.2022 (- 166 014 €) accentués par le résultat déficitaire de 2023 à hauteur de - 372 531.59 € »
- Les mesures prises et envisagées afin de remédier à cette situation :
 - révision et développement des activités (et notamment une augmentation des prix de vente et une diversification des recettes) ;
 - réduction de masse salariale ;
 - audit de la gestion des moyens de dépenses et charges fixes ;
 - recherche et développement des subventions publiques ;
 - prêt de 50 k€ accordé par le centre confédéral au titre du fonds de solidarité national
 - gel des remboursements d'emprunts accordé par les établissements bancaires pour la période de juin à septembre 2024 pour un montant de 100 k€ ;
- Ces éléments couplés à un budget de trésorerie positif sur l'ensemble de l'exercice 2024 et à des budgets prévisionnels d'exploitation positifs à moyen terme permettent à ce jour à la direction de l'entité de considérer que le maintien du principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause jusqu'au 31.12.2024 ; c'est-à-dire dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice, et ce malgré des fonds propres fortement dégradés à fin 2023.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01.01.2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserves » et dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Le rapport de gestion ne nous ayant pas été communiqué comme le prévoit l'article R612-2 du code de commerce, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

En application de la loi, nous vous signalons que la non communication du rapport de gestion constitue une violation de l'article R612-1 du code de commerce et de l'article 14 des statuts de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil Fédéral.

Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement


détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BILLERE, le 26/06/2024
SELARL C&D
Représentée par Nicolas POUDGE
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, Brevets et droits similaires	17 215	17 215		1 385	1 385	100.00
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains				93 604	93 604	100.00
	Constructions	1 854 392	1 012 413	841 978	797 489	44 489	5.58
	Installations techniques Matériel et outillage	422 730	387 827	34 903	45 980	11 077	24.09
	Autres immobilisations corporelles	503 275	466 268	37 007	81 551	44 544	54.62
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations	17		17	17		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	3 420		3 420	23 360	19 940	85.36
	Total I	2 801 049	1 883 724	917 325	1 043 387	126 061	12.08
	Comptes de liaison Total II						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	17 644		17 644	24 146	6 502	26.93
	Avances et acomptes versés sur commandes	8 635		8 635		8 635	
	Créances (3)						
	Créances usagers et comptes rattachés	293 008		293 008	750 161	457 153	60.94
	Autres créances	102 084		102 084	248 269	146 186	58.88
Comptes de Régularisation	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	391 855		391 855	647 704	255 849	39.50
	Charges constatées d'avance (3)	36 480		36 480	25 441	11 039	43.39
	Total III	849 706		849 706	1 695 721	846 015	49.89
Comptes de Régularisation	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 650 755	1 883 724	1 767 031	2 739 108	972 076	35.49

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds propres				
	Fonds associatifs sans droit de reprise	55 401	55 401		
	Ecart de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	622 359	622 359		
	Report à nouveau	907 871	680 293	227 579	33.45
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	372 961	224 174	148 788	66.37
	Autres fonds associatifs				
	Fonds associatifs avec droit de reprise :				
	Apports				
	Legs et donations				
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs				
PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS	Ecart de réévaluation				
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	55 829	60 663	4 834	7.97
	Provisions réglementées				
	Droit des propriétaires				
	Total I	547 244	166 044	381 201	229.58
	Comptes de liaison				
	Total II				
	Provisions pour risques	25 000		25 000	
	Provisions pour charges	179 382	78 137	101 245	129.57
	Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement				
	Fonds dédiés sur autres ressources				
	Total III	204 382	78 137	126 245	161.57
DETTES (1)	Emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)	1 134 720	1 416 054	281 333	19.87
	Emprunts et dettes financières divers	24 852	132 084	107 232	81.18
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	150		150	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	252 038	233 982	18 056	7.72
	Dettes fiscales et sociales	263 273	269 896	6 623	2.45
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	340 787	687 650	346 864	50.44
	Instruments de trésorerie				
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance	94 074	87 348	6 726	7.70
	Total IV	2 109 894	2 827 015	717 121	25.37
	Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		1 767 031	2 739 108	972 076	35.49

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

2 015 820 2 739 666
21 10 048

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de Biens et Services	2 793 751		2 597 841		195 910	7.54
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	244 530		295 948		51 418	17.37
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	65 761		111 890		46 129	41.23
Collectes	500		32 402		31 902	98.46
Cotisations	105 246		99 806		5 440	5.45
Autres produits	211		2 566		2 354	91.76
Total I	3 209 999		3 140 453		69 546	2.21
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises	1 989		209		2 198	NS
Variation de stock (marchandises)	195		195		390	200.00
Achats de matières premières et autres approvisionnements	364 041		351 719		12 322	3.50
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)	6 307		4 467		10 773	241.20
Autres achats et charges externes	1 417 245		1 309 767		107 478	8.21
Impôts, taxes et versements assimilés	76 610		114 271		37 661	32.96
Salaires et traitements	1 105 600		1 098 224		7 376	0.67
Charges sociales	279 945		292 568		12 623	4.31
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	119 856		131 319		11 463	8.73
Sur immobilisations : dotations aux provisions						
Sur actif circulant : dotations aux provisions						
Pour risques et charges : dotations aux provisions	101 245				101 245	
Subventions accordées par l'association	46 298		36 480		9 818	26.91
Autres charges (2)	49 655		64 395		14 740	22.89
Total II	3 565 007		3 394 291		170 716	5.03
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	355 008		253 838		101 170	39.86
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilier						
Autres intérêts et produits assimilés	1 075		918		157	17.11
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	1 075		918		157	17.11
Charges financières						
Dotations aux amortissements et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées	16 332		20 167		3 835	19.02
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	16 332		20 167		3 835	19.02
2. Résultat financier (V-VI)	15 257		19 249		3 992	20.74
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	370 265		273 087		97 178	35.58
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	260 616		64 298		196 318	305.33
Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 834		4 834		48 981	100.00
Reprises sur provisions et transferts de charges			48 981			
Total VII	265 450		118 114		147 337	124.74
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	223 207		69 200		154 007	222.55
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	19 940				19 940	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	25 000				25 000	
Total VIII	268 147		69 200		198 947	287.49
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	2 697		48 913		51 610	105.51
Impôts sur les bénéfices (IX)						
Total des produits (I+III+V+VII)	3 476 525		3 259 485		217 040	6.66
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX)	3 849 486		3 483 658		365 828	10.50
Solde intermédiaire	372 961		224 174		148 788	66.37
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
- Engagements à réaliser sur ressources affectées						
5. EXCEDENTS OU DEFICITS	372 961		224 174		148 788	66.37

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Le niveau des fonds propres de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 64 en date du 31.12.2023 sont négatifs à hauteur de - 546 814.76 €, faisant suite aux fonds propres déjà négatifs au 31.12.2022 (- 166 014 €) accentués par le résultat déficitaire de 2023 à hauteur de - 372 531.59 €. Malgré cela, la trésorerie est toujours positive à hauteur de 391 855 € en date du 31.12.2023 en lien avec un endettement financier qui s'élève lui à hauteur de 1 134 699 € au 31.12.2023 (dont les PGE souscrits auprès de deux établissements bancaires à hauteur de 750 k€ au global avec 493 k€ restant à rembourser à la clôture 2023)

Mesures :

- Des mesures de report de dettes financières ont été accordées par les établissements bancaires pour la période juin à septembre 2024 pour un montant de 100 k€. Une nouvelle rencontre est prévue en septembre avec les divers établissements bancaires
- Réduction de la masse salariale (licenciements économiques, ruptures conventionnelles et départs en retraite non remplacés)
- Audit de la gestion des moyens de dépense et charges fixes
- Recherche et développement des subventions publiques
- Révision et développement des activités (et notamment une augmentation des prix de vente)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- Prêt de 50 k€ accordé par le centre confédéral au titre du fonds de solidarité national
- S'agissant de la dette sociale et fiscale, une demande de moratoire sur une durée de 36 mois a été déposée
- Le budget prévisionnel de trésorerie au titre de l'exercice 2024 fait ressortir un solde de trésorerie positif sur l'ensemble de la période
- Le budget prévisionnel au titre des exercices 2024 et 2025 fait ressortir un déficit de 77k€ en 2024, en fort recul par rapport au déficit des exercices précédents, et un excédent de 23 k€ en 2025.

Ces éléments permettent à ce jour à la direction de l'entité de considérer que le maintien du principe de continuité d'exploitation n'est pas remis en cause jusqu'au 31.12.2024 ; c'est-à-dire dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice, et ce malgré ce résultat fortement dégradé.

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00017

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 600		
TOTAL			
Terrains	93 604		
Constructions sur sol propre	1 722 066		132 326
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	420 270		8 348
Installations générales agencements aménagements divers	221 301		17 935
Matériel de transport	175 602		1 000
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	55 240		89 978
TOTAL	2 688 083		249 587
Autres participations	17		
Prêts, autres immobilisations financières	23 360		3 000
TOTAL	23 377		3 000
TOTAL GENERAL	2 730 060		252 587

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		1 385	17 215	17 215
Terrains		93 604		
Constructions sur sol propre			1 854 392	1 854 392
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		5 889	422 730	422 730
Installations générales agencements aménagements divers		4 589	234 648	234 648
Matériel de transport		4 000	172 602	172 602
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		49 191	96 026	96 026
TOTAL		157 273	2 780 397	2 780 397
Autres participations			17	17
Prêts, autres immobilisations financières		22 940	3 420	3 420
TOTAL		22 940	3 437	3 437
TOTAL GENERAL		181 598	2 801 049	2 801 049

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL		17 215			17 215
Constructions sur sol propre		924 577	931 996	844 160	1 012 413
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		374 290	13 537		387 827
Installations générales agencements aménagements divers		165 623	16 070		181 693
Matériel de transport		168 444	25 964		194 408
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		36 524	53 643	0	90 167
Emballages récupérables et divers			1 633 114	1 633 114	
TOTAL		1 669 458	2 674 324	2 477 274	1 866 508
TOTAL GENERAL		1 686 673	2 674 324	2 477 274	1 883 724
Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	931 996				
Instal.techniques matériel outillage indus.	13 537				
Instal.générales agenc.aménag.divers	16 070				
Matériel de transport	25 964				
Matériel de bureau informatique mobilier	53 643				
Emballages récupérables et divers	1 633 114				
TOTAL	2 674 324				
TOTAL GENERAL	2 674 324				

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLÈRE
N° Siret : 451 571 236 00012

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	78 137	101 245			179 382
Autres provisions pour risques et charges		76 019	51 019		25 000
TOTAL	78 137	177 264	51 019		204 382
TOTAL GENERAL	78 137	177 264	51 019		204 382
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		101 245			
exceptionnelles		25 000			

Une provision pour risques et charges a été comptabilisée au 31.12.2023 pour un montant de 25 k€ compte tenu d'un litige opposant l'association et un ancien salarié devant le tribunal des prud'hommes.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	3 420	3 420	
Autres créances clients	293 008	293 008	
Divers état et autres collectivités publiques	15 047	15 047	
Débiteurs divers	87 037	87 037	
Charges constatées d'avance	36 480	36 480	
TOTAL	434 992	434 992	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	3 084	3 084		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	1 131 636	1 131 636		
Emprunts et dettes financières divers	476	476		
Fournisseurs et comptes rattachés	252 038	252 038		
Personnel et comptes rattachés	49 899	49 899		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	159 166	159 166		
Autres impôts taxes et assimilés	54 207	54 207		
Groupe et associés	5 436	5 436		
Autres dettes	359 727	359 727		
Produits constatés d'avance	94 074	94 074		
TOTAL	2 109 744	2 109 744		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	9 413			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	280 720			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00012

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	7 à 40 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	
Matériels et outillages	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	94 872
Autres créances	43 406
Total	138 278

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	476
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 227
Dettes fiscales et sociales	83 849
Autres dettes	105
Total	122 658

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	36 480
Total	36 480
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	94 074
Total	94 074

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERIEUX
N° Siret : 451 571 235 00077

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, la rémunération totale des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés doit être publiée dans le compte financier. Dans la gouvernance de la Ligue de l'enseignement des PA, les trois plus hauts cadres dirigeants sont le président, le vice-président qui sont des bénévoles et le délégué général qui est salarié. Dans ce cas, l'information chiffrée ne peut pas être fournie pour des raisons de confidentialité.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Engagements assortis de sûretés réelles : 370 000 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

Engagements en matière de pensions	179 382
Total (1)	179 382

Les engagements en matière de départs à la retraite ont été évalués au 31/12/2023 à 179 K€.

Engagements reçus

Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	89 669
60 à 64 ans	1 à 5 ans	45 543
55 à 59 ans	6 à 10 ans	537
45 à 54 ans	11 à 20 ans	23 038
35 à 44 ans	21 à 30 ans	17 936
moins de 35 ans	plus de 30 ans	2 659
Engagement total		179 382

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 00017

ANNEXE

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

Hypothèses de calculs retenues

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont :

- Convention collective : Education, Culture, Loisirs et Animations agissant pour l'utilité soc. et env. au service des territoires - ECLAT (ex-CCN "Animation")
- Départ à l'initiative du salarié à 64 ans
- Rotation du personnel : faible
- Table de mortalité INSEE 2016-2018
- Taux d'actualisation : 3.20 %
- Taux de charges sociales : 37.54%

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Apurement comptes clients	79 837	77210000
- Apurement dettes fiscales et sociales	69 000	77180000
- Apurement autres comptes de bilan	115 571	77200000
Total	264 408	
Charges exceptionnelles		
- Apurement comptes fournisseurs	138 333	67210000
- Autres comptes de bilan	104 814	67200000
- Dotation prov risques et charges	25 000	68750000
Total	268 147	

Produits exceptionnels s'élèvent à 265 k€ et sont composés des éléments suivants :

- L'apurement des comptes clients qui aboutit à la comptabilisation d'un produit net de 80 k€. Ce produit de 80k€ correspond au montant net des pertes et profits sur les comptes clients
- L'apurement de dettes fiscales et sociales pour un montant de 69 k€
- L'apurement d'autres comptes de bilan pour 116 k€

Les charges exceptionnelles s'élèvent à 268 k€ et sont composées des éléments suivants :

- L'apurement des comptes fournisseurs pour 138 k€. Cette charge de 138 k€ correspond au montant net des pertes et profits sur les comptes fournisseurs
- L'apurement d'autres comptes de bilan pour 105 k€
- Dotation aux provisions pour risques et charges à hauteur de 25 k€.

SELARL C&D
Société de Commissariat aux Comptes
6 avenue de Lons - 64140 BILLERE
N° Siret : 451 571 236 000 7